

FORUM MONDIAL « SCIENCES ET DÉMOCRATIE »
26-27 JANVIER 2009
BELÈM, BRÉSIL

Le présent document ne vise nullement à faire un compte rendu exhaustif des présentations et échanges qui se sont tenus dans le cadre du premier forum mondial « Sciences et démocratie ». Tout au plus reprend-il des notes sous la forme d'une synthèse dans le seul but de rappeler les principaux enjeux soulevés lors du forum et dont il sera utile de tenir compte afin de planifier des suivis au Québec et avec des partenaires internationaux.

RAPPEL DES ENJEUX QUI SONT À L'ORIGINE DU FORUM

Le processus qui prend forme dans le cadre du premier forum mondial « Sciences et démocratie » est le résultat d'une analyse de la parole des scientifiques lors des quatre forums sociaux qui ont mené à celui de Nairobi (2007). Cette analyse montrait la « quasi » absence des scientifiques aux débats alors que s'exprimaient de nombreuses critiques à leur endroit. Le rôle des scientifiques dans la société de même que l'importance des sciences et technologies pour l'avenir de la planète et de l'humanité rendaient nécessaire de trouver le moyen de rapprocher les scientifiques des forums sociaux et bien sûr de la société civile.

Dans le cadre des forums sociaux, tant les organisations non gouvernementales (ONG) que les représentants des populations indigènes et autochtones critiquaient les travaux des scientifiques sans qu'un dialogue soit alors possible puisque les scientifiques et les représentants de leurs regroupements et associations étaient absents. Les critiques répétées à l'endroit des « technosciences » par ceux qui analysent et subissent les impacts des applications imposaient de trouver les moyens d'établir avec les scientifiques un dialogue ouvert permettant l'expression et la discussion des critiques. D'autre part, étant donné que les représentants des ONG et la population en général saisissent mal certains des principes et valeurs à la base de la construction identitaire des scientifiques, ce dialogue serait aussi l'occasion de traiter de l'importance que les scientifiques accordent à la liberté de recherche, incluant le choix des objets et des lieux de diffusion de la recherche. Enfin, il pourrait aussi y être question de l'arrimage entre les diverses formes de savoirs et tout autre sujet relié au développement et à l'appropriation des savoirs.

Rappelons que l'ampleur des problèmes sociaux et écologiques confirme l'urgence d'une concertation au plus haut niveau afin de rétablir un agenda de recherche orienté vers des solutions respectueuses de la planète et de l'humanité, en somme dans une large mesure afin de renverser la situation actuelle. Pour y arriver, les universités et les travailleurs scientifiques ont, avec les mouvements sociaux et les organisations politiques, un rôle crucial à jouer afin de contribuer à réorienter, lorsque nécessaire, la recherche scientifique et technologique dans tous les domaines de connaissances.

Reconnaissant que les structures de pouvoir sont inhérentes au développement de la science et que la science constitue une construction intimement liée à l'université, il devient important de saisir les rapports de pouvoir et leur expression concrète – notamment au moyen des politiques publiques, des pressions corporatives et autres – dans l'ensemble des champs de recherches scientifiques et technologiques et dans les universités.

Selon certains, l'enseignement supérieur paraissait à plusieurs égards relativement indépendant des gouvernements et des marchés pendant plusieurs décennies. Cependant il est désormais évident qu'il est de plus en plus sous le contrôle des marchés, ce qui menace l'accès à l'héritage commun de l'humanité. Le capital globalisé et le paradigme dominant orientent conjointement le développement des sciences et des technologies, leur production et leur reproduction scientifique. Plusieurs considèrent la tendance à gérer les « sciences » comme un monopole du savoir laissé aux mains d'une collusion obscure entre certains scientifiques et des pourvoyeurs de fonds est jusqu'à maintenant relativement peu critiquée (ouvertement) dans la communauté scientifique. Pourtant au sein des milieux scientifiques, on reconnaît l'épuisement du modèle de production scientifique développé depuis la seconde guerre mondiale (dans la foulée du projet Manhattan) et

on dénonce de plus en plus la concentration des ressources, les limites imposées à la divulgation de résultats, etc. Cependant le modèle dans son ensemble n'a vraiment été contesté ouvertement que depuis que des environmentalistes et des mouvements « indigènes » commencent à s'exprimer avec force.

Dans certains pays, comme la France, on n'hésite plus à reconnaître la science comme un outil d'exclusion et de sélection des élites, un instrument de puissance. Cette perception a atteint un tel niveau qu'il est urgent qu'un dialogue s'installe, que les scientifiques entendent les critiques et que les sciences et les technologies contribuent à solutionner des problèmes bien concrets dont plus personne ne conteste l'ampleur. Il y a 10 ans, cela aurait été impossible.

En parallèle, une autre tendance que certains appellent la « biodiversité des savoirs » émerge et se développe à mesure que des membres de la communauté scientifique s'approprient des connaissances traditionnelles en se rapprochant du terrain et des pratiques et en les intégrant dans leurs travaux. Par ailleurs, en dépit de multiples engagements de chercheurs à collaborer avec les populations, on sait combien il est difficile d'établir un dialogue entre la communauté scientifique et l'ensemble de la société, compte tenu des conditions dans lesquelles les chercheurs et les travailleurs des milieux scientifiques œuvrent. Depuis une vingtaine d'années les conditions de travail se sont graduellement détériorées jusqu'à atteindre, récemment, un état qu'il est urgent de dénoncer.

Ce premier forum constitue un espace d'écoute et de dialogue, un lieu pour initier la construction d'une base idéologique commune et créer, en concertation, des conditions d'actions et de résistance. L'articulation des suites sera possible dans la mesure où tous prendront conscience de l'ampleur du niveau d'attaque vécu par les scientifiques dans les universités et les centres de recherche et du fait que la perte de liberté et de capacité d'action par une détérioration des conditions de financement et de travail n'affecte pas que les scientifiques eux-mêmes mais la société entière.

Le forum comportait la tenue de cinq panels :

- A : Sciences et démocratie : quel est le problème?
- B : Accès à la connaissance : construire les « commons »
- C : Formes émergentes de luttes pour la démocratisation de la science
- D : Sciences et démocratie dans un monde « soutenable »
- E : Responsabilité sociale : quelle coopération entre sciences et société?

Le programme est reproduit à l'annexe 1.

SURVOL DES PRÉSENTATIONS ET DES ÉCHANGES

Les thèmes ont été abordés par des personnes provenant de pays, d'organisations et de disciplines variés, ce qui a permis l'expression d'une grande diversité d'analyses et de points de vue, la vraie richesse de ce Forum visant à mettre en lumière l'ensemble des facettes de la problématique. Cela rend par ailleurs très difficile la préparation de la présente synthèse qui se divise en trois parties auxquelles s'ajoutent les annexes.

La première partie traite des enjeux politiques. La deuxième partie porte sur l'accès à la connaissance : sources et accès. La troisième partie tente de cerner les enjeux en matière de coopération entre milieux scientifiques et société civile. D'avance, nous nous excusons des choix effectués afin de refléter les défis soulevés dans le cadre du Forum et les enjeux pour la poursuite des activités.

Science et démocratie : enjeux politiques

La planète vit présentement trois grands chocs :

- Le premier choc est celui de la crise économique, alimentaire, financière, environnementale qui se matérialise par l'exploitation des ressources, la contamination, les changements climatiques. Il faut ajouter comme conséquences concrètes la pauvreté, la misère humaine, les maladies et l'exclusion
- Le deuxième choc est celui de l'utilisation des ressources, dans un contexte d'injustices et d'inégalités d'accès, et de l'omniprésence de solutions technologiques à toutes les étapes, depuis l'exploration jusqu'à la consommation (contamination/décontamination).
- Le troisième choc est la concentration corporative sans précédent. À titre d'exemple, les principaux marchés des ressources sont contrôlés entre 60 et 90 % par une poignée de corporations privées.

En outre, la convergence entre les grands capitaux et les choix technologiques entraîne d'énormes risques puisque les détenteurs du « capital financier » poursuivent deux objectifs contradictoires à savoir exploiter sans ménagement la nature et ses ressources et préserver leur capital. Même les pouvoirs publics sont incapables – ou ne veulent pas – contester ce double objectif que plutôt ils appuient par leurs politiques. Il y a peu de dénonciation de l'imbrication poussée entre les technosciences et le marché, qui fait que seule est digne de soutien financier la recherche scientifique qui conduit à l'innovation, aux retombées à court terme et au profit.

Les scientifiques ne pourront seuls renverser ce contexte. S'ils sont les mieux placés pour aider à la compréhension des phénomènes complexes et participer aux débats politiques en soutien à la société civile, ils ont besoin de la société pour les appuyer dans leurs demandes de changements quant aux conditions qui déterminent la production de la connaissance telle qu'elle se fait aujourd'hui.

Devant l'ampleur des avancées technoscientifiques, comprendre les systèmes écologiques et les risques qu'on leur fait courir devient un enjeu crucial. Pourtant, de nombreuses recherches scientifiques et innovations sont effectuées sans prise en compte des impacts et conséquences sur la nature et sur l'humanité. Les technosciences¹ se construisent le plus souvent « hors contexte ».

Par ailleurs, dans la même perspective, on s'intéresse insuffisamment aux pratiques alternatives qui se développent sans lien avec les « innovations technoscientifiques », même lorsqu'elles sont susceptibles de prévenir ou de solutionner des problèmes. Cela découle d'une foi presque aveugle en la capacité des technosciences de trouver toutes les solutions aux problèmes qu'elles génèrent. À titre d'exemple, il devient évident que la souveraineté alimentaire ne peut être atteinte en faisant abstraction des connaissances du terrain et que l'agriculture doit prendre appui sur les populations indigènes et leurs connaissances traditionnelles.

Les technosciences sont complémentaires des autres sciences et connaissances et ne devraient pas dominer l'ensemble des priorités de recherches, mais plutôt contribuer avec d'autres perspectives à une meilleure compréhension des problèmes et à la recherche de solutions durables. Une présentatrice mentionnait qu'en collaborant avec des groupes plus marginalisés afin d'éclairer d'autres points de vue les connaissances au sujet des technologies et leur impact sur la société, on peut créer un petit « bang » social et politique.

Technosciences et risques

Des présentations, notamment celles de Louise Vandelac et de Ian Illuminato, attirent l'attention sur les enjeux et risques encourus par les recherches de pointe dans le champ des technosciences² – les recherches

¹ Biotechnologies transgéniques (végétale, animale, piscicole), nanotechnologies, neurosciences, nanobio

² Les nanotechnologies représentent une nouvelle frontière en science. Il s'agit d'une technologie d'utilisation du métal à très petite échelle (microscopique) qui représente une révolution au plan industriel avec des potentiels et des risques énormes. Les nano sont utilisées dans la chaîne alimentaire, pour l'emballage, sans étiquetage (excepté à Taiwan où là

elles-mêmes et leurs applications - de même que sur la négligence générale à prendre au sérieux la dégradation de la planète depuis 30 ans. La sécurité biologique de la planète, donc celle de l'humanité, est en péril.

Le Rapport Brundtland nous a depuis longtemps alertés au caractère insoutenable de nos modes actuels de gouvernance. On n'a pas, comme c'était proposé dans le rapport, mis ces enjeux au centre des dispositifs législatifs publics mais plutôt confié la politique de l'environnement à des ministres qui n'avaient pas le pouvoir d'agir.

Par ailleurs, au cours des dernières années, des travaux ont fait progresser notre connaissance de la situation. Quelques exemples :

- Empreinte écologique, un indicateur parmi d'autres
- Sables bitumineux de l'Alberta
- Menace d'un gigantesque « nuage brun »
- Empreinte écologique et « surpopulation »?
- Hyperconsommation : écarts socioéconomiques et socioécologiques
- Indice planète vivante
- Indicateurs de progrès
- Concept du cycle de vie du produit
- Écologie industrielle
- Production propre

En multipliant les points de vue et les éclairages sur le monde, on arrivera peut-être à voir les problèmes de manière plus globale, par exemple à rompre avec l'idée que la santé est l'affaire des systèmes hospitaliers et à reconnaître que la santé est reliée au contexte environnemental. Les technologies se sont imposées au point d'oblitérer tout autre choix possible que celui de croire qu'il y aura toujours une solution technologique aux problèmes.

Présentement, l'absence et la manipulation des débats entraînent des coûts exorbitants. Il faut commencer à construire ensemble les dispositifs pour que les discussions sur les choix puissent se faire ouvertement et démocratiquement dans des interfaces sciences-citoyens et en prenant en compte les connaissances disciplinaires et transdisciplinaires.

Malaises chez les scientifiques et dans la société civile

Il est utile de mentionner qu'il existe un certain malaise dans les milieux scientifiques. Or peu de scientifiques ont pris conscience des causes profondes de leur malaise parce que nombre d'entre eux ignorent l'ampleur de l'ingérence du « modèle néolibéral » et de son influence sur leurs pratiques. Le discours construit au sujet de la science trouve son sens dans la recherche de la vérité, non en termes de choix sociaux. Devant une demande de démocratisation, certains scientifiques craignent de remplacer la dictature des marchés par celle de la société. Ils sont donc méfiants. Beaucoup réduisent alors leurs demandes pour la préservation de leur liberté de recherche et de leurs conditions de travail à celle du respect de l'autonomie de la recherche.

c'est utilisé afin d'encourager l'achat de produits incluant des nano). Il n'y a aucune loi qui encadre leur utilisation. Tout demeure secret.

Kellogg's, Kraft, Nestlé et d'autres entreprises les utilisent dans leurs recherches et développements parce que dans le marché du *junk food*, les nano servent à ajouter de la saveur, à accélérer le traitement, à changer la couleur de l'emballage pour signaler la détérioration du produit, à accommoder les allergies. Les nano pénètrent dans toutes les parties du corps et entraînent des risques dont on ne connaît pas encore toute la teneur. Les risques s'évaluent en considérant la toxicité et le degré d'exposition. *Friends from earth* appelle à un moratoire sur l'utilisation des nano.

Pour leur part, les citoyennes et citoyens sont inquiets de la vitesse des découvertes et des utilisations sans scrupule de toute innovation paraissant économiquement profitable. Ils sont concernés par les risques qui en découlent. Cependant les débats démocratiques qu'ils soulèvent portent sur les risques et non sur la science elle-même, souvent parce que l'on confond science et innovation, limitant souvent la science à l'innovation sans reconnaître le rôle fondamental de la science elle-même.

On mentionne le fait que des décisions sont prises sans considération pour l'expression de volontés collectives. Par exemple en France, Avantis a fermé un laboratoire sur les maladies infectieuses. Un projet développé par les travailleurs afin de reprendre les opérations et de contrer la politique scientifique de l'entreprise fut rejeté par le gouvernement et la société.

La connaissance : sources et accès

Les présentations et débats expriment un large consensus afin de questionner et souvent de dénoncer les orientations actuelles des grandes « avancées » scientifiques répondant aux intérêts économiques et commerciaux des entreprises plutôt qu'aux véritables besoins des peuples et des personnes. Certains mentionnent qu'on a perdu de vue que la valeur de la connaissance réside dans son utilité sociale. Par ailleurs, les mécanismes juridiques encouragent la création de la rareté des connaissances – production et circulation – afin que celles-ci deviennent une marchandise commercialisable.

Le rythme des innovations technologiques a augmenté très rapidement sous l'impulsion du grand capital globalisé. Cependant tous n'ont pas accès à ces innovations, comme le démontrent les millions de personnes décédées en Afrique faute de pouvoir bénéficier des médicaments pour traiter le sida, même si ceux-ci sont disponibles ailleurs.

La question se pose à savoir si le patrimoine de connaissances de l'humanité doit être conservé et accessible pour tous ou approprié via des droits de propriété intellectuelle et d'exploitation. L'utilisation croissante des droits de propriété intellectuelle résulte, selon certains, du flou entre les sciences et les technologies et du fait que les productions donnent lieu à des procédés et de moins en moins à des objets (artefacts). D'autres relient l'appropriation privée des connaissances à l'expansion des colonialismes.

Afin de contrer l'appropriation privée des connaissances, des mouvements écologiques et environnementaux proposent de conserver dans le domaine public des connaissances qu'elles rendent accessibles par des ententes de partage. À titre d'exemples, on peut nommer :

- les initiatives de biologie ouverte (*Open biology initiatives*),
- les logiciels ouverts (*Open source*),
- les initiatives relatives aux découvertes de médicaments (*drug discovery initiatives*).

Un présentateur propose un nouveau système de reconnaissance des innovations dans le domaine de la médecine et des technologies médicales, un système susceptible de changer de manière aussi radicale la médecine qu'Internet a changé les communications. Selon lui, ce système pourrait constituer une plate-forme durable pour l'innovation et contrer le système actuel de monopoles sur la propriété intellectuelle.

Ce système qui connaît un intérêt croissant auprès de la communauté scientifique, récompenserait les innovations proportionnellement à leur impact selon un système d'indicateurs (*benchmarks*). Un tel système éliminerait le lien entre l'innovation et l'appropriation et faciliterait l'attribution des bénéfices pécuniaires sur des bases autres que le contrôle de la propriété intellectuelle et les brevets. Ce serait un « *Open source dividends* ». Un système similaire aurait été proposé dans le domaine de l'agriculture. Un système semblable pourrait amener l'AGCS à inclure l'offre de biens publics dans ses négociations. Ce serait un bénéfice marginal que de forcer

un changement de culture à l'OMC et d'utiliser les ressources de l'OMC pour développer et appliquer ce système.

Il ressort clairement des échanges que les scientifiques ont la responsabilité sociale de contribuer à libérer ces connaissances communes (*Knowledge commons*), à les maintenir dans un espace de liberté et de gratuité. On fait en particulier référence aux connaissances traditionnelles accumulées à travers les siècles que des entreprises veulent présentement s'approprier (breveter).

Par ailleurs, certains expriment un malaise concernant la terminologie parfois difficile à saisir pour des néophytes. Il ne serait pas inutile de préciser la différence entre les « *knowledge commons* » et les connaissances du domaine public (*public domain*), voir de clarifier les termes pour les fins de nos échanges, par exemple sciences vs connaissances.

Connaissances traditionnelles, propriété intellectuelle et développement de « commons »

On dénonce la faible mise en valeur des connaissances traditionnelles pourtant essentielles au développement durable et surtout l'absence de protection dont elles sont la cible au sein des régimes légaux qui appliquent des lois inappropriées. Les systèmes de droits de propriété intellectuelle, axés sur la privatisation, entraînent généralement pour les communautés locales, la perte de leurs droits aux connaissances traditionnelles. Il n'existe aucun système de reconnaissance des connaissances traditionnelles.

La proposition à l'effet de créer des « *commons* » a pour but de favoriser une régulation de la circulation des connaissances et un meilleur contrôle social des connaissances, à plusieurs niveaux. Le contrôle collectif des connaissances élaborées dans une communauté aurait au moins deux grands avantages, celui de laisser à cette communauté la décision des orientations à privilégier dans la poursuite du développement de ses propres connaissances et celui de construire une relation différente à l'économie. Les communautés peuvent commencer à construire leurs connaissances dès maintenant à tous les niveaux et les scientifiques et chercheurs peuvent soutenir ce mouvement.

Les représentants de *All India Peoples Science Network (AIPSN)* regroupant un demi-million d'activistes ont permis de faire connaître le travail effectué en Inde depuis une quarantaine d'années afin d'établir des liens entre des scientifiques et la population, de contribuer à une meilleure compréhension les uns les autres et de développer et préserver l'accès aux connaissances directement reliées aux besoins des communautés. L'AIPSN veut populariser un meilleur usage de la science pour un développement alternatif, contre les abus et les guerres.

Par ailleurs, l'exemple du Kerala est intéressant à considérer. On y reconnaît les droits des communautés sur l'utilisation des connaissances traditionnelles dont on promeut l'usage et le partage. Les communautés reçoivent une License, c'est-à-dire le droit d'utiliser ces connaissances à des buts non commerciaux. Il n'y a pas de brevets. On donne aussi à titre d'exemple le projet de cartographie de cadastres (formation et application)

Au niveau international, plusieurs organisations sont impliquées dans le domaine de la préservation des connaissances reliées à la nature et à la vie :

- Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (http://www.fao.org/index_fr.htm)
- Convention sur la diversité biologique <http://www.cbd.int/>
- Organisation mondiale de la propriété intellectuelle (<http://www.wipo.int/portal/index.html.fr>)
- Organisation mondiale du commerce (OMC) <http://www.wto.org/indexfr.htm>
- Mécanismes légaux nationaux (*National legal Framework*)

Il y a de nombreux espaces de discussion investis par les pays cependant la situation dans son ensemble n'évolue pas. Une proposition circule à l'effet d'utiliser les mécanismes actuels relatifs à la propriété intellectuelle, c'est-à-dire d'imposer aux connaissances traditionnelles les mêmes mécanismes concurrentiels (brevets) mais cette formule est insatisfaisante.

Diffusion scientifique

En dépit du fait que certaines revues scientifiques, telle *Nature* affirme viser la diffusion scientifique premièrement auprès du public et deuxièmement auprès des scientifiques, il ne fait plus de doute que les intérêts économiques des diffuseurs privés ont précipité les périodiques dans un état de crise : concentration, contrôle des journaux scientifiques par trois firmes (données de 2003), augmentation des prix des publications.

Par ailleurs, depuis la fin des années 90, la possibilité est offerte au public et aux scientifiques de diffuser directement sur Internet. Cela fournit aux scientifiques une occasion de contrer le phénomène de la concentration.

Depuis 2001 puis en 2003, des rencontres internationales ont lieu afin de discuter de la diffusion libre et des initiatives ont commencé à prendre forme :

- Déclarations (Budapest, Cape Town, etc.)
- Mouvement pour l'accès libre (*Open access mouvement*)
- Enseignement en ligne (*On-line educational and courses*, exemple cours du MIT)

Trois principaux fronts de lutte sont ouverts :

- Rendre accessibles les articles scientifiques. Les 2/3 des journaux scientifiques permettent aux chercheurs de déposer une copie de leurs articles sur leurs sites personnel et institutionnel. Cependant cela ne fonctionne pas. Ils sont difficiles à repérer.
- Développer les répertoires de thèses et mémoires. Même si c'est obligatoire dans certains pays, cette obligation n'est pas toujours respectée.
- Développer l'accès aux « *text books* » qui sont des dérivés de travaux payés par les fonds publics

Coopération entre les sciences et la société civile

Le développement durable exige la prise en compte des dimensions économiques et écologiques des problèmes et en particulier impose de réduire l'exploitation des ressources. Cela paraît incontournable afin de favoriser la sécurité et la paix dans le monde. À cet égard, nous avons tous des responsabilités, y inclus ceux qui œuvrent dans le champ des technosciences.

Plusieurs avancent que la responsabilité première de susciter des changements quant aux orientations actuelles de la recherche appartient d'abord aux pays du « Nord » qui sont souvent pointés comme développeurs et bénéficiaires des technosciences. Dans cette veine, on a souligné qu'au plan de la science et de la recherche, des changements doivent être effectués à plusieurs niveaux : aspects politiques, renforcement de l'inter- et de la transdisciplinarité, démocratisation des institutions scientifiques. Pour plusieurs, cela signifie entre autres de revoir le modèle de développement hiérarchique dans les institutions scientifiques et les universités, d'accroître la démocratie dans le développement des programmes, d'éliminer les structures élitistes et de favoriser l'accès pour tous. L'un des enjeux est la place de la société civile dans les processus et dans les structures. Tous savent que les changements dans les universités et les institutions scientifiques ne se feront pas sans changements dans la société. Ils reconnaissent la nécessité que tous y participent, y inclus les syndicats.

Le Forum s'attaque au défi d'établir des ponts entre les scientifiques « critiques » des pratiques dominantes et la société civile « critique ». Pour y arriver, outre le fait de travailler au niveau international il importe d'établir des passerelles, voire des coalitions entre les scientifiques et la société civile aux niveaux national, local et institutionnel. Heureusement, de nombreux scientifiques déjà conscients du fait que les milieux scientifiques,

par choix ou par contrainte, ferment parfois les yeux sur certaines de leurs responsabilités, se sont spontanément engagés, en concertation avec des représentants de la société civile, vers la recherche de solutions aux principaux problèmes sociétaux tels les changements climatiques, la faim, les systèmes agricoles, etc. En ce sens ils contribuent à répondre à la vraie question : Comment une communauté de chercheurs peut-elle s'allier aux mouvements sociaux afin que se développe la démocratisation des connaissances dans le respect des prérogatives et compétences respectives?

Les échanges révèlent que pour résoudre le paradoxe entre la volonté d'indépendance des scientifiques et la demande de contrôle accru de la part de la société, il faut d'abord mieux comprendre l'ensemble de la situation.

Responsabilités des pouvoirs publics

Les systèmes politiques sont par ailleurs encore lents à agir de manière responsable tant en ce qui concerne leurs politiques que leurs législations. Les points de vue demeurent sans aucun doute partagés quant à ce sujet relativement peu discuté lors du Forum. Un présentateur attire l'attention sur le cas de la France, un pays de tradition légaliste, qui tente présentement d'organiser le débat sur la bioéthique. Il souligne que les scientifiques doivent intervenir dans ce genre de débats.

Parmi les luttes qui s'imposent, il y a celles qui concernent les politiques publiques en matière de recherche³. Depuis la publication de *L'économie fondée sur le savoir* par l'OCDE (1996) et en réaction, entres autres, aux pressions du secteur privé, les gouvernements de plusieurs pays, ont donné priorité aux connaissances instrumentales dans leurs objectifs de financement de la recherche universitaire. En particulier les modes d'attribution des fonds contribuent à développer et à consolider une culture universitaire compatible avec le modèle dominant : recherche orientée en fonction de cibles, grandes équipes (internationales de préférence), structures hiérarchiques, compétition, modèle productiviste plus quantitatif que qualitatif et « formatage » des jeunes dès le début de leurs études. Les politiques en matière de recherche transforment l'université dans son ensemble. L'éducation est dans l'ensemble dévalorisée au profit de la formation utilitaire.

Avec l'application des politiques en matière de recherche et la transformation des cultures universitaires et scientifiques, on voit se diversifier la communauté scientifique et le corps professoral et croître la difficulté d'assurer le dialogue entre les chercheurs et professeurs de différentes disciplines à l'intérieur des universités. En outre, les chercheurs sont quotidiennement confrontés à des dilemmes au regard de leurs travaux et activités de recherche :

- se conformer ou faire ses propres choix au risque de perdre des fonds;
- s'engager dans des actions peu reconnues (dénoncer les politiques, défendre la liberté académique, faire de la vulgarisation scientifique, de la recherche non subventionnés, etc.);
- maintenir un haut niveau d'intégrité scientifique vs se laisser aller à un certain laxisme;

Les plus jeunes dans la profession, en particulier, sont de moins en moins en mesure de résister aux pressions et ne perçoivent parfois d'autre choix que celui de se conformer, ce que nous appelons la « censure par obligation ».

Responsabilités comme chercheuse, chercheur, comme professeure, professeur

Comme professeur ou chercheur à l'université, chacun a des responsabilités :

³ Ce thème été présenté par Cécile Sabourin, présidente de la FQPPU.

- défendre les valeurs essentielles de l'université (examen de nos pratiques, se donner des normes et principes éthiques – processus à mettre en œuvre p.c.q. la collectivité scientifique est fragmentée ...Insister sur (valoriser) l'intégrité des chercheurs et professeurs. On sait que pour la quête de fonds, la notoriété et pour conserver leurs liens et leur réputation auprès de pourvoyeurs, certains tournent les coins ronds, cachent des données, falsifient, acceptent de se taire;
- sortir du modèle hiérarchique qui convie à être compétitif;
- arrêter une certaine complicité des principaux acteurs au sein des structures;
- assurer une capacité d'expression critique, libre. Des actions concrètes pour résister et proposer : on peut donner des exemples de diffusion de connaissances, de préservation de la liberté de livrer des résultats de recherche et surtout d'actions pour limiter cette liberté ;
- défendre et promouvoir la collégialité;
- valoriser la réflexivité par rapport à son travail;
- développer la prise de conscience chez les chercheurs – en particulier des professeurs des universités - de leur rôle et de leurs responsabilités comme enseignants, formateurs de futurs chercheurs et dans leurs propres orientations de recherche;
- valoriser un engagement personnel à rendre accessible et à construire la connaissance pour le développement humain et celui de la planète.

Les scientifiques, comme les universités, sont immergés dans une société au sein de laquelle ils ont un rôle spécifique à remplir. On attend des universités et des scientifiques qu'ils assurent la formation du personnel hautement qualifié mais aussi qu'ils contribuent au développement global de la société et des personnes. Cela suppose au plan de la recherche de pouvoir maintenir une diversité des pratiques de recherche : fondamentale, appliquée, participative, libre, en équipe ou seul selon la pertinence. En dépit des constats et des problèmes actuels, il faut résister à la tentation de rechercher « un » autre modèle mais veiller à préserver la diversité des modèles et pratiques et exiger des moyens et des conditions pour la liberté de recherche et de diffusion des résultats. Préserver cette diversité constitue un pré-requis pour des connaissances et des sciences favorisant une société juste, responsable, solidaire, pacifique. Avant tout, cela suppose de valoriser l'éducation pour tous, pour l'exercice de la liberté de pensée critique et la démocratie.

Points de vue sur les collaborations entre les scientifiques et la société civile

En s'inspirant de leurs slogans *Science for social evolution*, et *Science for the nation*, l'organisation *All Indian Peoples Science Network* mène des campagnes et des actions afin de développer une science au service des communautés et le dialogue entre les scientifiques et les communautés locales. Représentant le *Center for Technology and Development*, qui fait partie du *Peoples Science Movement*, un conférencier questionne le fait que le forum soit centré sur la science et non sur toutes les connaissances.

Il faut avoir que dans le contexte indien, la R&D n'est habituellement pas effectuée dans les universités. Les artisans ruraux sont porteurs des savoirs traditionnels que les capitalistes ont délaissés abandonnant les régions rurales à la pauvreté. Par exemple, ils ne se sont pas intéressés à la poterie et aux problèmes d'utilisation de l'argile alors que les utilisateurs souhaitaient revaloriser leur production. C'est le *Peoples Science Network* qui a travaillé à résoudre des problèmes techniques relatifs à l'utilisation de l'argile et il est désormais possible de produire de la céramique de qualité, etc. On a fait de même pour l'utilisation du Neem (extraction de l'huile et sa transformation en produits comestibles ou non).

Selon une analyse tirée de la situation aux États-Unis, on observe deux styles of collaboration entre les scientifiques et la société :

- Modèle de type paternaliste à l'exercice de leurs responsabilités. Pendant la deuxième guerre mondiale, des scientifiques travaillaient en secret à développer la bombe atomique. Seuls à savoir ce qui se passait, certains ont tenté d'intervenir auprès des gouvernants. Ce fut sans succès. La bombe fut utilisée.

- Modèle de type collaboratif mettant en relation des scientifiques et des citoyens. Collaboration à des recherches reliées à des problèmes environnementaux (Love Canal aux États-Unis) et de santé (collaboration entre des victimes du sida et du personnel scientifique)

Au regard des processus de recherche, certains ont distingué entre connaissance, science et technologie⁴ afin de clarifier les responsabilités des chercheurs et celles de la société civile. Aussi essentielles qu'elles paraissent, ces distinctions ont semblé peu convaincantes pour plusieurs. Cela a néanmoins permis de souligner qu'il était difficile de mettre sur un même pied tous les types de recherche et de faire des affirmations sans nuances. Par exemple, la recherche technologique implique la collaboration avec des groupes industriels, la technologie relative à la production diffère de la technologie relative à la science, les pressions qui se font sentir sur les innovations technologiques ont peu de choses à voir avec la science, etc.

On souligne que les choix en matière de technologie sont de nature politique et économique. Ils concernent directement la société. Il n'y a pas d'autonomie à préserver pour les technologies. Cela diffère de la science... L'indépendance de la recherche est nécessaire en soi et pour des raisons différentes que celles invoquées lorsqu'on parle de la nécessité de relier la recherche à l'étude de problématiques particulières. Dans ces cas, une certaine collaboration est essentielle. Cependant ce sont les scientifiques qui décident en définitive de la « vérité » scientifique.

Si le but de certaines fédérations professionnelles est d'amener les travailleurs scientifiques à s'engager, elles maintiennent que la société doit s'intéresser aux conditions – politiques et de travail - dans lesquelles les travailleurs scientifiques exercent leur profession, notamment au regard de leur indépendance et de leurs responsabilités. Entre la société et les scientifiques, il faut développer une écoute mutuelle. Il importe en priorité de ne pas confondre ce qui relève de l'ordre scientifique et de l'ordre politique. Les décisions cruciales sur les choix de société seront toujours politiques et le contrôle politique de la science ne doit pas passer par une solution simpliste qui nie le rôle central et les responsabilités de la communauté scientifique, sans oublier le fait que les scientifiques sont d'abord des citoyens qu'il faut aussi les interpeler comme tels. Il faut inviter les scientifiques à prendre part aux débats et à éviter la marchandisation des connaissances scientifiques, à se méfier, comme scientifiques, de certaines demandes visant à montrer a posteriori la pertinence de choix technoscientifiques sans égard aux conséquences sur la société. Rappelons que les technologies et la société sont intrinsèquement liées.

CONCLUSION ET SUIVIS

Deux sujets ont retenu l'attention lors de la séance de clôture : la synthèse à présenter lors de l'assemblée générale du FSM et les suivis.

Il est décidé qu'un texte de synthèse final serait présenté lors de l'assemblée générale du FSM. Ce dernier, discuté à la fin du forum, est finalisé lors de deux réunions auxquelles toutes les personnes intéressées sont invitées à participer. Il reprendra les consensus globaux atteints lors de la plénière. On le qualifie déjà de *work in progress* étant entendu que le Forum constitue une première rencontre. Faut-il rappeler que sa tenue fait suite à trois années de préparation pour des centaines d'organisations alors que d'autres organisations s'initient à ces enjeux.

⁴ Une proposition concrète est faite afin de rassembler dans un document unique quelques définitions essentielles, ce qui sera utile afin d'établir un dialogue avec les mouvements altermondialistes.

Les commentaires qui suivent font suite à la présentation d'une synthèse préliminaire des consensus. On fait valoir la nécessité :

- de défendre la notion de connaissances comme bien commun
- de formuler une analyse commune de la situation comme préambule
- d'accorder plus de place aux initiatives réelles
- de valoriser et montrer la cohérence entre les initiatives, à savoir le rôle du collectif
- de clarifier les termes - science, technique et savoir – afin de lever les ambiguïtés.
- de reconnaître le rôle structurant des ingénieurs en ce qui concerne les techniques et la technologie
- d'intégrer les utilisateurs (ex. communauté du Web)
- de lier les luttes et les propositions d'alternatives et d'être moins défensif.
- de reconnaître des obstacles auxquels nous sommes confrontés : effondrement simultané de l'économie et de l'environnement.
- d'ajouter la crise démocratique et la militarisation des régimes, la croissance de leur autoritarisme
- de reconnaître que le manque d'interconnectivité est un problème. Se reconnecter fait partie de la solution.
- de publiciser les résultats de la recherche
- d'affirmer nos points de vue de manière plus confiante sur la scène publique.

Le rapport final présenté lors de la plénière du FSM est reproduit à l'annexe 2.

Les suivis : élargissement, thèmes de débat, priorités.

Les organisations présentes au forum ont reconnu la nécessité d'élargir la participation au processus ainsi que la nécessité de mettre en place une stratégie afin de réaliser cet élargissement. En particulier, il faut rejoindre deux grandes absentes, à savoir les organisations aux États-Unis et en Chine. Il faut aussi rejoindre le public, les juristes et avocats, commencer dès maintenant à construire une « coalition » avec les mouvements sociaux, à savoir une communauté partageant des préoccupations similaires (*a community of shared concerns*) Il importe aussi de préciser la nature de notre regroupement : coalition, alliance, etc. À ce propos, compte tenu de la diversité culturelle et des contextes, il sera important de préciser plusieurs définitions et de produire un glossaire.

On a peu parlé d'un programme politique. Pourtant les lois et interventions des états sont importantes à prendre en compte. Notre document de synthèse n'est pas un document de nature politique.

Les thèmes de débat constituent aussi un enjeu quant aux suivis et aux priorités d'action. On mentionne les thèmes de la relation entre militarisation et sciences vs démocratie, des droits humains des scientifiques et des personnes, les rôles des scientifiques comme professionnels de la science et comme citoyens. On attire l'attention sur le fait que travailler dans un contexte de secrets viole les droits humains des scientifiques

On mentionne enfin l'importance de resserrer les liens avec le FSM et les militants de tous ordres. Pour ce faire, concrétiser et améliorer la synthèse finale est essentiel afin de fournir une proposition concrète pour la constitution du réseau.

Les activités post Belém devront ainsi comprendre un appel au dialogue articulé autour d'une stratégie globale incluant des approches sectorielles et nationales adaptées aux différents contextes.

Cécile Sabourin
12 mars 2009

ANNEXE 1 : PROGRAMME DU FORUM « SCIENCES ET DÉMOCRATIE

Lundi 26 janvier

_ Introduction Présentation de la rencontre :

8:00 - 8:30 _ Structuration et dynamiques de la discussion, articulation avec le FSM, les questions pratiques...etc.

_ Science et démocratie : quels sont les problèmes ?

Comment les conceptions différentes de la science ont-elles un impact sur la manière de produire la connaissance scientifique (pour exemple, les thèmes suivants devraient être discutés : féminisme et approches alternatives dans l'économie et la santé, connaissance traditionnelle "marginalisée" dans le courant scientifique dominant.)

8:30 - 10:30 - Comment militarisation continue de la structure et de l'infrastructure de production de connaissance impacte sur la conception de la science par la société dans son ensemble ?

Comment le marché mondial, les accords multilatéraux et les droits de la propriété intellectuelle (IPR) organisent-ils le hold-up sur la connaissance au niveau global et dans tous les secteurs de vie ?

Comment le taylorisme accru dans le système scientifique (dans l'université et dans le secteur privé) est-il en contradiction avec le service du public (des gens) ?

Moderator : Lionel Larqué Fondation Sciences Citoyenne – France Physicien, responsable du département interculturel de l'Association Française des Petits Débrouillards

Panelists :

1 Hugh Lacey Scientia Studia – Brazil Hugh Lacey, a philosopher of science working on the interaction of science and values, is an active member of Associação Filosófica Scientiae Studia (São Paulo), a research fellow in a project, 'The origins and meaning of technoscience' at Universidade de São Paulo, and emeritus professor at Swarthmore _ College, USA.

2 Silvia Ribeiro ETC Group, Mexico Researcher of the ETC Group

3 Janine Guespin Espace Marx Transform ! France Professeure émérite of biology Rouen France

4 Anita Rampal AIPSN – India Professor of Elementary and Social Education at the Department of Education, Delhi University, Delhi, and a member of the Executive Committee of the National Council of Educational Research and Training.

5 Priscila Faulhaber Researcher at the Goeldi Museum and at the MAST - PhD ? in social sciences (UNICAMP).

10:30 - 11:00 Pause

Accès aux connaissances : construire les biens communs

Comment l'accès ouvert à la connaissance (la science et ses publications) peut-il être protégé de la privatisation ?

11:00 - 13:00 - Comment les gens et des organisations sociales développent-ils des instruments pour créer et soutenir les biens communs de la connaissance ? Comment "les producteurs" de la connaissance peuvent-ils contribuer à la construction des biens communs ?

Comment les systèmes de reproduction de connaissance alternatifs à la Propriété Intellectuelle utilisent-ils l'approche "des Biens Communs" : les approches Source Libre et Source Ouverte dans les différents secteurs : santé, logiciel, agriculture, culture...

Comment "les Partisans de Communs" peuvent ils émerger comme une force politique ?

Moderator :

Valérie Peugeot VECAM France Présidente de VECAM, engagée sur les enjeux des TIC et du développement, (coordinatrice de l'ouvrage "Pouvoir Savoir") et de la propriété intellectuelle à l'heure de la société de l'information, (coordinatrice du livre "Enjeux de mots, Regards multiculturels sur les sociétés de l'information").

Panelists :

- 1) Amit Sengupta - AIPSN - All India Peoples Science Network – India Co-Convenor All India Peoples Science Network, Amit Sengupta works specifically on public health, medicines' access and Intellectual Property Rights
- 2) James Love - KEI - Knowledge Ecology Initiative – USA Based in the US, works on IP and access to medicines issues and on alternate models of promoting innovation Presentation on : What are the different mechanisms existing or experimented to fund public and/or common goods ? Why such mechanisms are essential in order to guarantee access to knowledge for all ? Health as an illustrative domain for new economic models for scientific common goods.
- 3) Pablo Ortelado - GPOPAI - Grupos de Pesquisa em Políticas Publicas para o Acesso à Informação Brazil Professor da Universidade de São Paulo (USP) e um dos diretores do Grupo de Pesquisa em Políticas Públicas para o Acesso à Informação (G-Popai). Presentation on : How some researchers get organised to deposit their publications and data into the commons ? Importance of these movements, possible extension, impact on research for developing countries etc.
- 4) Viviana Munoz Tellez, South Centre Switzerland Programme Officer of Innovation and Access to Knowledge Programme
- 5) Pascale de Robert PhD ? in Anthropology (EHESS) and in Ecology (ULA Venezuela) - IRD Researcher

13:00 - 15:00 Meal

Les nouvelles confrontations sociales, culturelles et politiques

Libres accès à connaissance

Accès à l'éducation et à la culture : stratégies communes (partagées) pour briser les barrières de la privatisation.

15:00

17:00

Mobiliser les mouvements sociaux autour de l'approche des Biens Communs

Contrôler les Nanotech, les techno BANG, les technologies reproductrices, au travers de la maîtrise des priorités de recherches, maîtrise des financements public et privés, maîtrise des usages.

Moderator :

Mariana Tamari Epidemia Brazil

Panelists :

- 1 Sergio Amadeu Rede Libre Brazil Works with Free Software movement in Brazil
- 2 Cecile Sabourin FQPPU Québec Chairwoman of the Federation of teachers of university of Québec.
- 3 Marcos Barbosa Scientia Studia - Brazil Professor-associado da Faculdade de Educação, Universidade de São Paulo. Physicist by training, and works on Philosophy of Science.
- 4 Asha Misra + Kashinath Chatterjee - AIPSN - All India Peoples Science Network – India Work with Peoples Science Movement and in the Women's and Literacy Movements

De quel processus FMSD avons-nous besoin ?

17:00 Engagement des participants dans le processus « en construction » en préparant les prochaines étapes du FMSD au travers d'ateliers.

18:30 Ces ateliers vont se prolonger pendant le FSM et les résultats seront présentés pendant l'assemblée FMSD du 1er février 2009.

Mardi 27 janvier

Science et Démocratie dans un monde soutenable

Comment les avancées dans la biotechnologie, la génomique, les nano-technologies impactent-elles sur la paysannerie et l'agriculture

8:00 - Comment les limites à la croissance touchent-elles la science ? comment les scientifiques doivent-ils tenir compte des effets négatifs (crise de climat, besoins d'énergie, émergence de la société du contrôle, augmentation des inégalités, de la pauvreté, impacts et coûts sociaux...)

10:00

Comment la Science doit-elle contribuer à la construction de paix ?

Comment la Science doit-elle contribuer à la mise en œuvre de droits fondamentaux ?

Moderator :

Angelika Hilbeck Institut Fédéral Suisse de Technologie Switzerland

Panelists :

1 Reiner Braun INES Germany Physicien, Institut Max Plank

2 Michel Doucin France French Ambassador in charge of bioethic and RSE

3 D.Raghunandan AIPSN India Works with peoples science movement and specifically on Environmental Issues

4 Louise Vandelac, Cimbiose Québec Teaching at UQAM, she is director of Cimbiose Centre (Centre for interdisciplinary research on biology, health, society and environment. She is co-founder and spoke-woman of the coalition Eau Secours ! Her contribution will be about the stakes of the control of the evaluation of the impact of the convergent technology (BANG technology) in the different of the fields of life (health, food, energy, ...) and the necessity of alliance between scientists and civil society.

5 Joyce Ferreira

10:00 - 10:30 Pause

Responsabilité sociale, quelle coopération entre les sciences et la société ?

Comment favoriser l'engagement des scientifiques et l'exercice de leurs responsabilités civiques dans le débat public ? Rôle spécifique de chercheurs et des scientifiques dans société : nécessités et limites de la décision démocratique dans la science, liberté de recherche et responsabilités.

10:30 - Comment associer les communautés, rurales et-ou urbaines, en particulier les plus pauvres, avec le choix, la conception et la réalisation de la recherche qui les concernent ?

Comment permettre un dialogue entre la société et les chercheurs sur les conséquences de la recherche ?

Comment favoriser la sécularisation de l'État et de l'éducation ?

Moderator :

Vinod Raina AIPSN India

Panelists :

1) André Jeaglé Fédération Mondiale des Travailleurs Scientifiques France Role of researchers and scientists in society : necessity and limits to democratic decisions in science, freedom of research and social responsibility. How to favour the scientists to exercise their civic role and responsibilities ?

2) Jorge Romano ActionAid International Brazil How to allow a dialogue between the society and the researchers on the consequences of research ?

3) Gangadharan + Kk.Krisnakumar AIPSN India How to associate the communities, rural and/or urban, in particular poorest, with the choice, the conception and with the realization of the research which relate to them ?

4) Andrew Feenberg Sociologist Philosopher Canada Politization of the technology

5) Ligia Simonian Professor and researcher in NAEA-UFPA - PhD ? in Anthropology (CUNY-US)

6) Dr Josette Shaje Tshuiluila anthropologist République Démocratique of Congo. She is teaching at UNIKIN (Univesity of Kinshasa), ULB (Belgium) and in Egypt : Université Sédar Senghor - Alexandrie. She had worked 3 years as chief of the regional office of the Agency for the francophone university (AUF) in west Africa and she is involved in the african networking of scientists.

Table ronde : un premier pas

Brève conclusion

12:30 - 14:00 Facilitation de la participation des scientifiques dans les ateliers autogérés du FSM.

Brève présentation des ateliers du FSM.

ANNEXE 2 :
SHARED CONCERNS AND ISSUES EMERGING FROM

Préoccupations et visions communes issues 1er Forum Mondial Sciences et Démocratie

26 et 27 janvier 2009 – Belém (Brésil)

Préambule

Ce texte est le résultat du 1er Forum Mondial Sciences et Démocratie qui s'est tenu les 26 et 27 janvier 2009 à Belém (Brésil). Il a été écrit et accepté par les délégués de 18 pays et 4 continents. Il instaure un processus global, inclusif et ouvert avec pour objectif de construire un réseau international de mouvements, d'organisations et d'individus concernés non seulement par les questions de science et de technologie mais aussi par les différentes formes de connaissances en lien avec les préoccupations sociétales et démocratiques.

Constats et questions

1. Toutes les connaissances, sciences incluses, constituent l'héritage commun de l'Humanité. Élargir la connaissance a été l'une des plus fondamentales préoccupations humaines tout au long de l'Histoire.
2. La connaissance et les moyens de sa production peuvent résulter de l'émancipation et du progrès des sociétés comme de processus de domination et d'oppression.
3. Nous soutenons les régimes de production qui assurent et promeuvent les biens communs, et les systèmes de valorisation d'innovations qui ne sont pas fondés sur la création de monopoles ou de profits dérivés de la connaissance.
4. Les questions relatives aux sciences et technologies (S&T) constituent une part importante des crises économiques, climatiques et écologiques mais aussi démocratiques auxquelles le monde fait face aujourd'hui. C'est le cas par exemple de la crise relative aux usages et à la production d'énergie, à la sécurité alimentaire, à la guerre et à la militarisation de nos sociétés. Il est nécessaire de mieux comprendre en quoi les enjeux liés aux S&T sont partie des problèmes mais aussi des solutions.
5. Nous devons reconnaître que les valeurs portées par les communautés scientifiques se sont formées et enracinées dans des processus historiques et culturels. L'autonomie et la responsabilité sociale des chercheurs, l'ouverture et l'universalité de la science nécessitent d'être promues dans la mesure où elles répondent à la diversité sociale et culturelle contemporaine.
6. Nous reconnaissons que différentes formes de régime de production de connaissance existent partout dans le monde, à différents niveaux, incluant à la fois les institutions scientifiques et les communautés locales. Les contextes historiques influencent les développements politiques, culturelles, éducatifs et scientifiques des sociétés en donnant naissance à une diversité de production de connaissances à la fois académiques et traditionnelles. Il y a un besoin d'un nouveau système d'éco-connaissance répondant à différents régimes de propriété de la connaissance. Dans ce contexte, nous soutenons des initiatives telles que l'accès ouvert aux publications scientifiques ou l'auto-archivage scientifique.
7. Nous voulons renforcer l'engagement raisonné des citoyens dans les processus de prise de décisions dans le domaine des politiques S&T aux niveaux international, national et local.
8. Il y a une réelle nécessité de changer la situation actuelle qui est conduite par les intérêts du marché, le profit privé, la culture consumériste et les usages militaires de la recherche, de la technologie et de l'innovation.
9. Nous nous engageons pour que le respect de la vie humaine soit au cœur de la pratique scientifique. Aussi nous appelons la communauté S&T à ne pas s'engager dans la recherche à usage militaire.

10. Nous promouvons la demande sociale et le renforcement des capacités des habitants pour qu'ils puissent exercer un contrôle démocratique des politiques de recherche et d'innovation.

11. Les systèmes de recherche collaborative, de recherche bottom-up et de recherche participative doivent être promus.

12. Nous ambitionnons de créer un réseau international pour souligner l'importance des S&T d'une part, tout en gardant à l'esprit une approche critique des dérives des S&T notamment sur les questions démocratiques et environnementales dans un contexte de globalisation capitaliste.

13. Ce réseau ouvert inclura à la fois la communauté des scientifiques et ingénieurs et les mouvements sociaux. Nous établirons un dialogue démocratique et une collaboration entre organisations scientifiques et sociales.

14. Ce réseau se fixe pour objectif de renforcer les mouvements qui interrogent ou contestent la manière dont les S&T sont accaparées par des intérêts industriels, privés, militaires ou des formes de pouvoirs qu'ils soient étatiques ou non, et qui ont un impact sur les valeurs éthiques et la production de connaissance en S&T.

Ce texte s'adresse :

- ▀ aux scientifiques, ingénieurs, universitaires, éducateurs, experts et leurs institutions partout dans le monde ;
- ▀ aux populations autochtones, organisations paysannes, syndicats, mouvements sociaux et politiques, ONG, organisations et institutions travaillant sur les questions S&T ;
- ▀ aux acteurs des forums sociaux locaux, régionaux et mondiaux ;
- ▀ aux autorités publiques internationales, régionales, nationales et locales partout dans le monde.

Les sciences, la recherche, les technologies et l'innovation sont connectées à des questions essentielles pour le futur de nos sociétés et de notre environnement. Nous invitons chacun d'entre vous à mettre en adéquation vos agendas et priorités politiques avec le présent document.

Nous invitons les organisations scientifiques et sociales, les acteurs des forums sociaux et les citoyens autour du monde à élargir et renforcer ce mouvement dès maintenant et à inscrire à leur agenda :

- ▀ en janvier 2010 : Forums régionaux Sciences et démocratie
- ▀ en janvier 2011 : 2e Forum Mondial Sciences et Démocratie

Nous invitons toutes les organisations sociales et scientifiques, les mouvements et les réseaux à organiser des débats publics autour du monde pour renforcer nos communautés et sociétés respectives sur ces questions.

Belém (Brésil) – 1er février 2009.

Ce document est la traduction de la déclaration finale du Forum Mondial Sciences et Démocratie qui s'est tenu à Belém les 26 et 27 janvier derniers. Certaines expressions méritent d'être revues. Toutes vos remarques sur la forme sont les bienvenues.